

NEWS

## Revue de presse



Dimanche 20 aout 2023



**Domaine national: Parachever la numérisation de l'administration avant fin septembre**



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a insisté mercredi sur la nécessité de parachever le programme de numérisation de l'administration du Domaine national avant fin septembre prochain, mettant en exergue l'importance de ce programme dans l'optimisation des opérations et l'amélioration de la qualité des services fournis en matière de foncier, indique un communiqué du ministère.

Le ministre effectuait une visite inopinée au siège de la Conservation foncière de Saïd Hamdine (Alger) dont relèvent les Conservations foncières de Bouzaréah, Chéraga et Bir Mourad Raïs.

La visite du ministre intervient dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre du programme de numérisation de l'administration du Domaine national, et vise à s'enquérir des conditions de travail des fonctionnaires et d'accueil des citoyens.

Cette visite inopinée, souligne le communiqué, traduit "l'attachement à renforcer les valeurs de transparence et de compétence devant prévaloir parmi le personnel de l'administration du Domaine national, et confirme l'engagement du Gouvernement à réaliser la transition numérique dans tous les secteurs".

Constatant la mise en oeuvre du programme de numérisation, M. Faid a insisté sur l'évaluation du fonctionnement des systèmes et des techniques utilisés dans la digitalisation.

Il s'est également enquis des mesures adoptées et des défis auxquels fait face l'opération de la transition numérique, selon la même source.

A cette occasion, le ministre a mis en avant "l'importance d'accélérer et de parachever le programme de numérisation de l'administration du Domaine national avant la fin de septembre prochain, au plus tard".

M. Faid a, en outre, donné des orientations et des instructions "claires" aux équipes concernées par la mise en oeuvre du programme, insistant sur "la coordination, la préparation des opérations et la conjugaison des efforts en vue d'une réalisation efficace des objectifs de la numérisation", ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Faid a mis en relief l'importance d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens, affirmant que la priorité du gouvernement est "de répondre aux besoins et attentes des citoyens".

Le ministre a évoqué en outre le programme consacré au développement de la Direction générale du Domaine national (DGDN) visant à la doter des équipements électroniques nécessaires pour faciliter l'opération de numérisation, et contribuer partant à l'optimisation des opérations administratives et à l'amélioration de la qualité des services.

Par ailleurs, le ministre a souligné l'impératif d'améliorer les conditions de travail des employés et du personnel, en veillant à "assurer un environnement de travail adéquat et confortable à même de promouvoir la productivité et élever le niveau de performance".

Cette activité intervient "dans le cadre des efforts du ministère des Finances visant à améliorer et à développer l'administration du Domaine national et à réaliser un progrès significatif dans la numérisation administrative".

Ce programme devrait contribuer à "accroître l'efficacité des opérations et à faciliter l'accès aux informations et aux données relatives au foncier et aux domaines".

Il s'agit aussi d'assurer "l'amélioration de la qualité des services fournis par cette administration aux citoyens pour concrétiser ainsi les instructions du président de la République", conclut le communiqué.



### **La réforme du marché financier national objet d'une réunion présidée par Faid.**

Le ministre des Finances Laaziz Faid, a présidé, jeudi à Alger, une réunion de travail consacrée à l'examen de l'état de mise en œuvre du programme de réforme du marché financier national, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette réunion tenue, au siège du ministère des Finances, a regroupé le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) ainsi que les représentants de la Direction générale du trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, précise la même source.

La réunion a permis de passer en revue les principales actions susceptibles de redynamiser le marché financier dans le cadre d'une approche graduelle tenant compte du contexte et de l'environnement de l'économie nationale, étant donné que la confiance et la stabilité sont les piliers fondamentaux de tout marché financier.

Au cours de cette réunion, des échanges constructifs ont eu lieu concernant les mécanismes et les outils nécessaires pour accompagner cette réforme "majeure", selon le communiqué.

A ce titre, le ministre a souligné l'importance de mettre en place des mécanismes "transparentes et efficaces" pour garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du marché et de les faire adhérer à ce processus.

Il a précisé que la mise en œuvre de ces mécanismes permettra de renforcer la gouvernance, à réduire les risques et à promouvoir une croissance "saine et durable" du marché.

M. Faid a, également, invité l'ensemble des parties prenantes à lancer une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'éducation financière parmi les investisseurs et le grand public sur les fondements du marché financier.

Cette campagne vise aussi à fournir des informations pertinentes et accessibles afin d'aider les investisseurs et tous les intervenants dans le marché financier à mieux

comprendre les différents aspects du marché financier et à prendre des décisions éclairées.

Par ailleurs, le ministre a appelé tous les acteurs du marché à travailler en collaboration pour assurer le succès de cette campagne et pour créer un environnement où la connaissance et l'efficacité financière sont encouragées.

Parmi les principaux points retenus lors de cette réunion, le ministère a cité dans son communiqué la mise en place d'un plan stratégique portant sur le développement des marchés de capitaux et de la Bourse, le renforcement de l'attractivité de la place financière d'Alger via des initiatives participatives ambitieuses regroupant plusieurs acteurs, le lancement d'une vaste campagne d'information continue visant la promotion de l'éducation financière.

Il a été aussi recommandé de mettre à jour les textes réglementaires tout en les adaptant à la dynamique actuelle que connaît l'économie nationale, d'augmenter le nombre de sociétés cotées en Bourse en concertation avec les organisations professionnelles et patronales concernées, et de promouvoir l'inclusion financière comme vecteur de développement financier.

Suite à ces discussions "productives", le ministre s'est dit "optimiste" quant aux perspectives qui ont émergé de cette réunion, tout en soulignant l'importance de l'engagement continu de toutes les parties prenantes pour mettre en oeuvre cette réforme de manière efficace et efficiente, et en respectant les principes de transparence, d'intégrité et de confiance.

En conclusion, M. Faid a exprimé sa "détermination" à redynamiser le marché financier national tout en assurant sa stabilité et sa fiabilité.

"Cette réunion de travail a marqué une étape importante vers la réalisation de cet objectif, en définissant le cap et en mettant en avant la nécessité d'une réforme réfléchie et la promotion de l'éducation financière", souligne encore le ministère.



### **Algérie-Chine: la coopération économique et financière évoquée à Alger**



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu jeudi à Alger, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian avec lequel il a évoqué la coopération économique et financière bilatérale et les moyens de la renforcer, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a été l'occasion "de passer en revue l'état des relations économiques et financières bilatérales, ainsi que les voies et moyens à même de les consolider davantage", selon la même source.

Les échanges ont mis en évidence "l'excellence de la relation bilatérale historique et du partenariat stratégique entre les deux pays", souligne le ministère.

Les discussions ont porté notamment sur "les conclusions de la visite en Chine effectuée par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, en juillet dernier, au cours de laquelle les dirigeants des deux pays ont affiché leur volonté ferme à consolider les relations solides entre l'Algérie et la Chine et à renforcer la coopération économique bilatérale", selon le communiqué.

Dans ce cadre, les deux parties ont mis l'accent sur plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment la promotion des investissements, le renforcement du commerce bilatéral, ainsi que la collaboration dans les secteurs des infrastructures et du développement.

Une attention particulière a été accordée, lors de ces discussions, au financement des grands projets économiques stratégiques, à l'instar de l'exploitation du minerai de fer de Gara-Djebilat et du phosphate intégrée à l'Est du pays, du Port-Centre et du rail, précise le ministère.

Par ailleurs, M. Faid, tout en saluant la contribution des entreprises chinoises dans le développement de l'économie algérienne, a exprimé le souhait d'une implication "plus affirmée" de ces entreprises dans le marché algérien, notamment, à travers l'investissement, ajoute-t-on.

De son côté, l'ambassadeur de Chine en Algérie "a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des relations entre les deux pays, tout en réitérant l'engagement continu de son pays à fructifier davantage la coopération algéro-chinoise, y compris dans les domaines bancaires, des infrastructures et de la numérisation".

Enfin, les deux parties ont convenu de poursuivre le dialogue et les échanges sur les questions d'intérêts mutuels permettant de parvenir à un partenariat mutuellement bénéfique, est-il souligné dans le communiqué.



## **Réforme du marché financier national : Les grands axes dévoilés**

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé, jeudi à Alger, une réunion de travail consacrée à l'examen de l'Etat de mise en œuvre du programme de réforme du marché financier national.

Tenue en présence du président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) ainsi que les représentants de la Direction générale du trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, cette a permis de passer en revue les principales actions susceptibles de redynamiser le marché financier dans le cadre d'une approche graduelle tenant compte du contexte et de l'environnement de l'économie nationale, indique un communiqué du ministère.

A l'occasion, le ministre a insisté sur l'importance de mettre en place des mécanismes « transparents et efficaces » pour garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du marché et de les faire adhérer à ce processus.

La mise en œuvre de ces mécanismes permettra de renforcer la gouvernance, à réduire les risques et à promouvoir une croissance « saine et durable » du marché.

A ce sujet, le ministre a invité l'ensemble des parties prenantes à lancer une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'éducation financière parmi les investisseurs et le grand public sur les fondements du marché financier.

Une campagne visant, selon le ministre, à fournir des informations pertinentes et accessibles afin d'aider les investisseurs et tous les intervenants dans le marché financier à mieux comprendre les différents aspects du marché financier et à prendre des décisions éclairées ainsi qu'à créer un environnement où la connaissance et l'efficacité financière sont encouragées.

Il est également question de la mise en place d'un plan stratégique portant sur le développement des marchés de capitaux et de la Bourse, le renforcement de l'attractivité de la place financière d'Alger via des initiatives participatives ambitieuses regroupant plusieurs acteurs.

Il a été aussi recommandé de mettre à jour les textes réglementaires tout en les adaptant à la dynamique actuelle que connaît l'économie nationale, d'augmenter le nombre de sociétés cotées en Bourse en concertation avec les organisations professionnelles et patronales concernées, et de promouvoir l'inclusion financière comme vecteur de développement financier.

Tout en se disant « optimiste » quant aux perspectives qui ont émergé de cette réunion, le ministre a exprimé sa « détermination » à redynamiser le marché financier national tout en assurant sa stabilité et sa fiabilité.



**Laaziz Faïd s'entretient avec l'Ambassadeur de Chine : Le financement des grands projets évoqué.**



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu, ce jeudi à Alger, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian. Une occasion d'évoquer la coopération économique et les moyens de la renforcer, ainsi que le financement des grands projets stratégiques.

Les discussions ont également porté sur les

conclusions de la visite en Chine effectuée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, en juillet dernier, indique un communiqué du ministère.

Une visite au cours de laquelle les dirigeants des deux pays « ont affiché leur volonté ferme à consolider les relations solides entre l'Algérie et la Chine et à renforcer la coopération économique bilatérale ».

Dans cet ordre d'idées, les deux parties ont mis l'accent sur plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment la promotion des investissements, le renforcement du commerce bilatéral, ainsi que la collaboration dans les secteurs des infrastructures et du développement. Dans ce cadre, les deux parties ont accordé une attention particulière au financement des grands projets économiques stratégiques, à l'instar de l'exploitation du minerai de fer de Gara-Djebilat et du phosphate intégrée à l'Est du pays, du Port-Centre et du rail, précise le ministère.

A l'occasion, le premier argentier du pays a salué la contribution des entreprises chinoises dans le développement de l'économie algérienne, exprimant le souhait d'une implication « plus affirmée de ces entreprises dans le marché algérien, notamment, à travers l'investissement ».

De son côté, l'ambassadeur de Chine en Algérie « a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des relations entre les deux pays, tout en réitérant l'engagement continu de son pays à fructifier davantage la coopération algéro-chinoise, y compris dans les domaines bancaires, des infrastructures et de la numérisation ».

D'autant que le président chinois, Xi Jinping, a affirmé, lors de la visite à Pékin du Président Tebboune, que la Chine est disposée à se lancer dans des projets d'investissement stratégiques de grande envergure en Algérie, dont le projet de voie ferrée Gara Djebilet-Béchar et le projet de voie ferrée pour le transport de phosphate. La Chine investira 36 milliards de dollars en Algérie dans plusieurs secteurs tels que l'industrie manufacturière, les nouvelles technologies, l'économie de la connaissance, les transports et l'agriculture, a annoncé le président algérien Abdelmadjid Tebboune. Signalons que le ministre des Finances et l'ambassadeur de Chine ont convenu de poursuivre le dialogue et les échanges sur les questions d'intérêts mutuels permettant

de parvenir à un partenariat mutuellement bénéfique, conclut le communiqué du ministère.



## **Réforme du marché financier, Faïd fixe le cap**

### **Tous azimuts pour la mise en œuvre des nouveaux mécanismes**

Il est important de mettre en place des mécanismes « transparents et efficaces » pour garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du marché, a déclaré le ministre des Finances, Laaziz Faïd, lors d'une réunion de travail consacrée à l'examen de l'Etat de mise en oeuvre du programme de réforme du marché financier national, organisée avant-hier au siège du ministère, insistant, à cette effet, sur la nécessité d'accompagner les acteurs du marchés financiers (intermédiaires financiers, banques et Bourse...) à ce processus, soulignant l'importance de l'éducation financière.

La modernisation et la réforme du cadre juridique et réglementaire du marché financier, aujourd'hui, est indispensable pour encourager la croissance économique du pays à travers le renforcement de l'investissement en recourant à d'autres moyens de financements, en dehors du circuit traditionnel, les banques prédominantes. Le ministre a plaidé pour une relation de complémentarité entre les banques et les marchés financiers, mais aussi de dualité afin d'encourager la compétitivité, d'où la nécessité de mettre en place des mécanismes plus adaptés à l'évolution des marchés financiers et bancaires.

« La mise en oeuvre de ces mécanismes permettra de renforcer la gouvernance, à réduire les risques et à promouvoir une croissance saine et durable du marché », a indiqué M. Faïd, invitant, à l'occasion, « l'ensemble des parties prenantes à lancer une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'éducation financière parmi les investisseurs et le grand public sur les fondements du marché financier ». Il a réaffirmé son engagement et sa détermination « à redynamiser le marché financier national tout en assurant sa stabilité et sa fiabilité », estimant que la réunion a marqué « une étape importante vers la réalisation de cet objectif, en définissant le cap et en mettant en avant la nécessité d'une réforme réfléchie et la promotion de l'éducation financière ».

Après plusieurs heures d'échanges fructueux, le ministre a validé les recommandations suivant : la mise en place d'un plan stratégique portant sur le développement des marchés de capitaux et de la Bourse, le renforcement de l'attractivité de la place financière d'Alger via des initiatives participatives ambitieuses regroupant plusieurs acteurs, le lancement d'une vaste campagne d'information continue visant la promotion de l'éducation financière, l'actualisation des textes réglementaires tout en les adaptant à la dynamique actuelle que connaît l'économie nationale, d'augmenter le nombre de sociétés cotées en Bourse en concertation avec les organisations professionnelles et patronales concernées, et de promouvoir l'inclusion financière comme vecteur de développement financier. M. Faïd a mis l'accent sur l'implication de toutes les parties prenantes dans la réussite

de la réforme du système financier, afin d'accélérer la modernisation et le développement du système financier considéré comme une condition sine qua non du développement économique. Ceci faciliterait la transition économique de l'Algérie qui se dirige progressivement vers l'économie de marché et qui ambitionne à rejoindre plusieurs organisations et groupes économiques internationaux, dont les BRICS. En Algérie, les transactions économiques se font majoritairement par les banques et rarement par le système financier. Le ministre veut renforcer le rôle des autres établissements financiers et de la Bourse pour financer l'investissement (accès au crédit). C'est pourquoi, le gouvernement accorde une place privilégiée au développement du système financier et à l'approfondissement financier et instaure une relation plus positive et plus adaptée à l'évolution du marché national et international.

Ces points ont été évoqués lors de sa réunion de travail avec le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) ainsi que les représentants de la Direction générale du trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, des réformes menées dans ce sens, et des « principales actions susceptibles de redynamiser le marché financier dans le cadre d'une approche graduelle tenant compte du contexte et de l'environnement de l'économie nationale, étant donné que la confiance et la stabilité sont les piliers fondamentaux de tout marché financier », a détaillé le communiqué du ministère de tutelle.

Il a insisté alors sur la nécessité « d'accompagner cette réforme majeure » et de bien mener ladite campagne qui vise, selon lui, « à fournir des informations pertinentes et accessibles afin d'aider les investisseurs et tous les intervenants dans le marché financier à mieux comprendre les différents aspects du marché financier et à prendre des décisions éclairées », appelant « tous les acteurs du marché à travailler en collaboration pour assurer le succès de cette campagne et pour créer un environnement où la connaissance et l'efficacité financière sont encouragées ».



## **J-2, l'Algérie arrive à la porte des BRICS**

### **Sommet des BRICS du 22 au 24 août placé sous le thème « Les BRICS et l'Afrique. »**

Le Sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) n'a jamais été aussi médiatisé que cette année pour de multiples raisons dont celle de l'élargissement de cette alliance et la création d'une monnaie de réserve des BRICS, relativement liée au projet de dédollarisation de l'économie mondiale.

Ces deux questions seront au centre des discussions et des échanges entre les différents participants à ce nouveau Sommet des BRICS, prévu du 22 au 24 août courant en Afrique du Sud. Il sera décisif. Le sort des 22 pays candidats à l'adhésion aux BRICS sera connu à l'issue de cette réunion qui se tiendra dans un contexte international très tendu et complexe.

Soutenue par la Russie, la Chine, l'Afrique du Sud et le Brésil, l'Algérie a déposé un dossier avec de solides arguments et souhaite décrocher, lors de cette réunion son visa d'entrée dans le groupe qui évaluera et examinera les dossiers des candidats selon les critères fixés et convenus par les cinq pays membres. Ce qui est sûr et malgré les tentatives de déstabilisation de certaines parties, l'Algérie est plus que déterminée à atteindre son objectif et à réaliser son rêve.

Le projet de son adhésion aux BRICS a bien été réfléchi et planifié avant d'être soumis au groupe qui tente de bâtir un nouveau monde multipolaire, plus juste et plus équitable. Aider les pays en développement en particulier à se libérer de leur dépendance à l'Occident et les aider à se reconstruire à leur rythme.

Un objectif que soutient l'Algérie a formulé, récemment, son souhait de devenir un actionnaire de la nouvelle banque de développement des BRICS, qui dispose des ressources financières plus importantes que la Banque Mondiale (BM).

Le Président Tebboune a annoncé lors de sa visite d'Etat en juin en Russie, une première contribution de 1,5 milliard de dollars et a promis de relever la valeur de la participation de l'Algérie à la nouvelle banque de développement relevant des BRICS, graduellement, mettant en avant la stabilité et le confort financier du pays.

En plus, le Président Tebboune entretient des liens très forts avec Moscou et avec Pékin où il a effectué récemment deux visites d'Etat très fructueuses et triomphales, durant lesquelles il a confirmé le soutien de la Chine et de la Russie à la demande d'adhésion de l'Algérie aux BRICS.

Malgré les atouts économiques et la jeunesse du pays, certaines voies estiment que la dépendance de l'Algérie aux hydrocarbures et le repli des investissements publics, entre autres, éloignerait l'Algérie de son rêve d'adhérer aux BRICS, ce qui n'est pas de l'avis de tous.

L'Algérie a réalisé d'importants progrès en matière de réforme de son système financier, économique et technologique et s'engage à poursuivre son programme de réforme et à démanteler toutes les contraintes qui entravaient, autrefois, son émergence.

C'est l'un des rares pays africains et arabes qui ne s'est pas endetté auprès du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale (BM).

Le dossier de l'Algérie a de solides arguments pour rivaliser avec les autres pays-candidats à l'adhésion aux BRICS, majoritairement africains.

D'ailleurs, le prochain Sommet des BRICS 2023 sera placé, cette année, sous le thème « les BRICS et l'Afrique : partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif », et devrait accueillir 67 dirigeants de pays d'Afrique et du Sud global. Les cinq pays discuteront de la question de l'élargissement des BRICS et de la dédollarisation de l'économie mondiale.

La Chine et la Russie qui vient de lancer sa monnaie électronique souhaitent réduire leur dépendance au dollar américain. Cette démarche semble intéresser de nombreux pays qui souhaitent se détourner de l'influence occidentale.

L'Algérie et la Russie ont déjà discuté de la possibilité d'utiliser les monnaies nationales au cours des transactions commerciales.

L'Argentine, le Kenya, l'Arabie saoudite sont, également, favorable à ce projet de dédollarisation. Cette position pourrait être inclus comme critère d'adhésion des autres pays aux BRICS.

Ce Sommet sera présidé par les dirigeants des cinq pays, excepté le président russe, Vladimir Poutine, ciblé par un mandat d'arrêt international, mais sera représenté par le ministre des Affaires étrangères, Sergei Lavrov.

Ils discuteront, également, des questions d'actualité et des conséquences de la guerre en Ukraine et de la politique occidentale sur l'Afrique. D'importantes annonces seront faites à l'issue de cet événement tant suivi par les gouvernements et les médias étrangers, notamment occidentaux.



### **Réforme du marché financier : Renforcer la gouvernance et promouvoir une croissance saine et durable.**



Le ministre des Finances Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, une réunion de travail consacrée à l'examen de l'Etat de mise en oeuvre du programme de réforme du marché financier national, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette réunion tenue, au siège du ministère des Finances, a regroupé le président de la

Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) ainsi que les représentants de la Direction générale du trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, précise la même source. La réunion a permis de passer en revue les principales actions susceptibles de

redynamiser le marché financier dans le cadre d'une approche graduelle tenant compte du contexte et de l'environnement de l'économie nationale, étant donné que la confiance et la stabilité sont les piliers fondamentaux de tout marché financier. Au cours de cette réunion, des échanges constructifs ont eu lieu concernant les mécanismes et les outils nécessaires pour accompagner cette réforme «majeure», selon le communiqué. A ce titre, le ministre a souligné l'importance de mettre en place des mécanismes «transparentes et efficaces» pour garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du marché et de les faire adhérer à ce processus. Il a précisé que la mise en oeuvre de ces mécanismes permettra de renforcer la gouvernance, à réduire les risques et à promouvoir une croissance «saine et durable» du marché. M. Faid a, également, invité l'ensemble des parties prenantes à lancer une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'éducation financière parmi les investisseurs et le grand public sur les fondements du marché financier. Cette campagne vise aussi à fournir des informations pertinentes et accessibles afin d'aider les investisseurs et tous les intervenants dans le marché financier à mieux comprendre les différents aspects du marché financier et à prendre des décisions éclairées. Par ailleurs, le ministre a appelé tous les acteurs du marché à travailler en collaboration pour assurer le succès de cette campagne et pour créer un environnement où la connaissance et l'efficacité financière sont encouragées.

Parmi les principaux points retenus lors de cette réunion, le ministère a cité dans son communiqué la mise en place d'un plan stratégique portant sur le développement des marchés de capitaux et de la Bourse, le renforcement de l'attractivité de la place financière d'Alger via des initiatives participatives ambitieuses regroupant plusieurs acteurs, le lancement d'une vaste campagne d'information continue visant la promotion de l'éducation financière. Il a été aussi recommandé de mettre à jour les textes réglementaires tout en les adaptant à la dynamique actuelle que connaît l'économie nationale, d'augmenter le nombre de sociétés cotées en Bourse en concertation avec les organisations professionnelles et patronales concernées, et de promouvoir l'inclusion financière comme vecteur de développement financier.

Suite à ces discussions «productives», le ministre s'est dit «optimiste» quant aux perspectives qui ont émergé de cette réunion, tout en soulignant l'importance de l'engagement continu de toutes les parties prenantes pour mettre en oeuvre cette réforme de manière efficace et efficiente, et en respectant les principes de transparence, d'intégrité et de confiance. En conclusion, M. Faid a exprimé sa «détermination» à redynamiser le marché financier national tout en assurant sa stabilité et sa fiabilité. «Cette réunion de travail a marqué une étape importante vers la réalisation de cet objectif, en définissant le cap et en mettant en avant la nécessité d'une réforme réfléchie et la promotion de l'éducation financière», souligne encore le ministère.

## **Finances : Numérisation de l'administration des domaines.**

La numérisation de l'administration des domaines est une exigence tant dans l'effort de lutte contre la bureaucratie, que par rapport à la volonté de rapprocher le citoyen à l'administration. Le processus de numérisation, en cours dans le secteur des finances, s'inscrit dans le cadre global de la modernisation de l'économie nationale et de l'amélioration des performances des agents de l'Etat. L'administration des domaines revêt une importance primordiale parce que précisément elle traite des données sensibles relatives au foncier et au parc de logements.

Elle contribue, à travers des documents qu'elle délivre, à l'activité économique dans différents domaines. Elle est l'interface avec plusieurs autres administrations et services publics, comme par exemple les banques, les études notariales, les directions des impôts, le guichet unique lié à l'investissement, etc. D'ailleurs, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, vient d'exiger des services concernés de parachever le programme de numérisation de l'administration du Domaine national, au plus tard, avant fin septembre prochain. A ce titre, il a insisté sur l'évaluation du fonctionnement des systèmes et des techniques utilisées dans la digitalisation. Des orientations et des instructions ont été données par le ministre aux équipes chargées de la mise en œuvre de la digitalisation, sur la nécessité de la coordination des opérations et de la conjugaison des efforts en vue, d'une réalisation efficace des objectifs tracés et ce, dans les délais. A ce propos, le conseiller expert international auprès de l'ordre mondial des experts internationaux à Genève, Suisse, Mustapha Mazouz, a indiqué, de prime abord, que la "numérisation de l'administration des domaines a été lancée depuis un certain nombre d'années avec comme fer de lance de l'agence nationale du cadastre par abréviation (ANC)".

La numérisation des documents cadastraux et la mise à disposition aux citoyens d'une plateforme numérique, lui permettant d'"accéder au service public et aux autres formulaires et extraits liés aux fonciers ont été le premier jalon de la mise en place d'un environnement numérique sécurisé et accessible", a-t-il informé. A cet égard l'expert, a rappelé que la "première opération entamée depuis une décennie a été la numérisation des fonds hypothécaires et archives liées". Dans un autre registre, il a ajouté que cette "numérisation a comme toile de fond le partage d'informations et données Data par les différentes administrations dépendant du ministère des Finances, y compris l'administration fiscale ainsi que les services du ministère de l'Intérieur via les collectivités locales", a-t-il précisé. C'est cette "superposition des données à différents niveaux et échelles horizontales et verticales qui permet la visibilité et le suivi en temps réel associé aux données des cabinets notariaux", a-t-il analysé.

La numérisation de l'administration des domaines s'inscrit dans le cadre du processus global de la modernisation de l'économie nationale. A ce titre, l'orateur a estimé que "très certainement, preuve en est, l'administration des douanes et le ministère du Commerce, via ses démembrements, en l'occurrence le centre des registres du commerce. La gageure est la sécurisation des données et la domiciliation des serveurs".

Enfin, il a estimé que la numérisation de l'administration des domaines est un moyen pour la maîtrise des données relative au foncier et parc logements, notamment par rapport à la dimension fiscale. C'est l'un des objectifs annoncés, a-t-il conclu.



### **Algérie-Chine : La coopération économique et financière évoquée à Alger**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu jeudi à Alger, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian avec lequel il a évoqué la coopération économique et financière bilatérale et les moyens de la renforcer, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a été l'occasion "de passer en revue l'état des relations économiques et financières bilatérales, ainsi que les voies et moyens à même de les consolider davantage", selon la même source.

Les échanges ont mis en évidence "l'excellence de la relation bilatérale historique et du partenariat stratégique entre les deux pays", souligne le ministère.

Les discussions ont porté notamment sur "les conclusions de la visite en Chine effectuée par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, en juillet dernier, au cours de laquelle les dirigeants des deux pays ont affiché leur volonté ferme à consolider les relations solides entre l'Algérie et la Chine et à renforcer la coopération économique bilatérale", selon le communiqué.

Dans ce cadre, les deux parties ont mis l'accent sur plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment la promotion des investissements, le renforcement du commerce bilatéral, ainsi que la collaboration dans les secteurs des infrastructures et du développement.

Une attention particulière a été accordée, lors de ces discussions, au financement des grands projets économiques stratégiques, à l'instar de l'exploitation du minerai de fer de Gara-Djebilat et du phosphate intégré à l'Est du pays, du Port-Centre et du rail, précise le ministère.

Par ailleurs, M. Faïd, tout en saluant la contribution des entreprises chinoises dans le développement de l'économie algérienne, a exprimé le souhait d'une implication "plus

affirmée" de ces entreprises dans le marché algérien, notamment, à travers l'investissement, ajoute-t-on.

De son côté, l'ambassadeur de Chine en Algérie "a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des relations entre les deux pays, tout en réitérant l'engagement continu de son pays à fructifier davantage la coopération algéro-chinoise, y compris dans les domaines bancaires, des infrastructures et de la numérisation".

Enfin, les deux parties ont convenu de poursuivre le dialogue et les échanges sur les questions d'intérêts mutuels permettant de parvenir à un partenariat mutuellement bénéfique, est-il souligné dans le communiqué.



## **Béjaïa - Portes ouvertes de la BNA : Plus près de la communauté algérienne à l'étranger**

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a organisé, jeudi dernier, une journée portes ouvertes au guichet avancé BNA à la gare maritime. Cette initiative, la première du genre, est destinée à renforcer le réseau de la banque et sa compétitivité sur le marché financier national. Cette action organisée par la direction régionale d'exploitation (DRE) Béjaïa en collaboration avec la direction de la communication de la BNA, s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la saison estivale et vise surtout à mettre en valeur les produits et services de la banque adressés aux particuliers et, plus particulièrement, aux ressortissants algériens établis à l'étranger.

Ainsi, l'agence principale AP Béjaïa 356 a ouvert un espace dans l'enceinte de la gare maritime destiné à l'accueil des navires de voyageurs qui accostent au port de Béjaïa.

Selon le communiqué de presse de la BNA «ce guichet avancé de la BNA a été conçu pour offrir à la clientèle des ressortissants algériens établis à l'étranger une panoplie de services bancaires, dont la réalisation de différentes opérations bancaires notamment de change».

En outre «ce guichet, rattaché à l'Agence principale AP Béjaïa 356», permet aux clients particuliers d'avoir une idée sur les autres produits de la banque, à l'instar des différentes formules de crédit immobilier développées au profit des particuliers». M. Ouzegdouh, cadre à la direction régionale d'exploitation de Béjaïa, qui chapeaute l'opération portes ouvertes, a déclaré que «l'ouverture de ce guichet avancé s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la banque visant la proximité du citoyen en simplifiant et en améliorant les mesures et les conditions d'accueil de la communauté nationale établie à l'étranger». Cette louable initiative mérite d'être généralisée aux autres ports de voyageurs du pays.

## **Finances : Réforme en marche**

Un nouveau pas dans le processus de réforme du marché financier national. Une réunion de travail dédiée à l'examen de l'état de mise en œuvre du programme de réforme s'est tenue, jeudi dernier, au ministère des Finances.

La démarche confirme la volonté des pouvoirs publics à développer un marché financier «dynamique» à l'effet de diversifier les alternatives de financement de l'économie nationale. La réforme est-elle nécessaire ? Que faut-il revoir et pourquoi ? Pour quels objectifs ? Quels facteurs à prendre en compte dans cette nouvelle régulation financière ? Quel rôle du marché financier dans l'économie ? Pour Chaïb Baghdad, professeur à la faculté des sciences économiques de l'Université Aboubakr-Belkaïd de Tlemcen, le marché financier est un paramètre fondamental dans le parachèvement d'une stratégie de développement économique pour ses attributs dans le financement des projets d'investissement (publics ou privés).

«Sa réforme est d'autant plus nécessaire pour s'adapter au nouveau contexte d'intégration de l'économie nationale et aux nouveaux enjeux de la finance internationale», a-t-il soutenu. Selon l'expert, un marché financier est basé plus sur les circuits du financement de l'économie nationale, notamment les banques et, de ce fait, «toute réforme doit se focaliser sur la place et le rôle que doivent jouer les institutions financières dans le financement des projets économiques et surtout réussir la synergie entre l'offre et la demande».

Et d'insister sur au moins quatre éléments à prendre en ligne de compte dans cette réforme : instauration de la gouvernance bancaire, implication de la Bourse, contribution des marchés à terme et enfin création d'une synergie entre les banques, l'Etat et les opérateurs économiques. L'économiste a expliqué que la gouvernance bancaire est un élément important dans le développement économique et que les banques jouent un rôle essentiel dans le financement de l'économie.

Selon lui, il faut aussi impliquer la Bourse qui occupe une aussi place prépondérante dans les schémas de financement des économies. Chaïb Baghdad a noté l'absence, à l'heure actuelle, des banques dans le processus de développement économique, se contentant, uniquement, des fonctions traditionnelles, à savoir les opérations de versement, de retrait, d'ouverture de comptes et autres, alors que la conjoncture exige et nécessite une refonte de ce système pour mieux accompagner l'Etat dans sa nouvelle vision de la croissance économique.

Un développement économique ne peut concrètement et réellement se concrétiser et se réaliser si le marché financier tout entier (banques, marchés financiers, Bourse et autres) contribue seulement dans l'octroi des crédits et des prêts pour le financement des projets, au lieu de chercher les partenaires et opérateurs économiques et les inciter dans le marché financier, comme c'est le cas avec la finance islamique.

Disposer de plus de revenus défiscalisés Dans un entretien accordé à Horizons qui sera publié dans notre prochaine édition, l'expert en finances Souhil Meddah, note qu'en termes d'analyse, les pouvoirs publics cherchent à revenir vers les conditions de fonctionnement du marché financier d'avant-2003, dans la mesure où il est impératif de revenir vers la dynamique connue entre 1998 et le début des années 2000, «qui malheureusement s'est heurtée à une politique d'assistanat à l'investissement à compter de 2003-2004», par l'incorporation des mesures des taux bonifiés et des dotations compensatrices supplémentaires pour aider les investissements en cours de développement.

Pour l'expert, il faut aussi mettre en avant les critiques objectives par rapport aux dispositifs d'aide à l'investissement, dans leurs phases de création et de développement, qui à l'époque ne tenaient pas compte de la nature incitative de l'investissement dans la nomenclature des conditions d'éligibilité pour l'octroi d'aides.

Concernant le rôle du marché financier dans l'économie, Souhil Meddah note qu'il permet de faciliter la constitution des capitaux pour les sociétés introduites par APE, avec partage des risques et tout en leur favorisant l'assiette capitalisée qui leur permet de garantir un autre financement complémentaire en dette financière ou même de la dette obligataire ou autres. En outre, il permet aux offreurs de financement de disposer de plus de revenus défiscalisés sur les dividendes, et aussi, d'une plus-value sur valeur titre qui permet à chaque offreur de financement de disposer de la possibilité d'échanger cette valeur contre une valeur liquide sur le marché secondaire également défiscalisé.



### **Attractivité du marché financier et de la Bourse d'Alger : Faid appelle à la mise en place de mécanismes «transparents et efficaces».**

Il est impératif de mettre en place des mécanismes transparents et efficaces pour garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du marché et de les faire adhérer à ce processus.»

Telle est l'injonction du ministre des Finances adressée au président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) ainsi qu'aux représentants de la direction générale du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat.

Réunissant ces responsables jeudi autour de l'examen de l'état de mise en œuvre du programme de réforme du marché financier national, Abdelaziz Faid a souligné l'importance de la confiance et de la stabilité comme piliers fondamentaux de tout marché financier.

Le premier argentier du pays a noté que de tels mécanismes transparents et efficaces permettront de «renforcer la gouvernance, à réduire les risques et à promouvoir une croissance saine et durable de ce marché».

Abdelaziz Faid a plaidé, entre autres mesures, pour l'augmentation du nombre d'entreprises cotées en Bourse et la révision des textes réglementaires régissant le marché financier. Pour ce faire, il est indiqué de renforcer la confiance des investisseurs en adoptant une démarche explicative du «plan stratégique pour le développement du marché des capitaux».

Il sera donc question du lancement d'une campagne de sensibilisation «visant à promouvoir l'éducation financière parmi les investisseurs et le grand public sur les fondements du marché financier», rapporte le communiqué sanctionnant cette réunion.

La campagne en question consistera à fournir des «informations pertinentes et accessibles afin d'aider les investisseurs et tous les intervenants dans le marché financier à mieux comprendre les différents aspects du marché financier et à prendre des décisions éclairées», indique la même source.

Les parties prenantes à cette stratégie de renforcement du marché financier devront travailler à renforcer l'attractivité de la place financière d'Alger à travers des «initiatives participatives ambitieuses, regroupant plusieurs acteurs, et le lancement d'une campagne d'information continue visant la promotion de l'éducation financière».

Outre l'augmentation du nombre de sociétés cotées en Bourse en concertation avec les organisations professionnelles et patronales concernées, le ministre a recommandé de mettre à jour «les textes réglementaires, tout en les adaptant à la dynamique actuelle que connaît l'économie nationale, et la promotion de l'inclusion financière comme vecteur de développement financier».

Se disant «déterminé à redynamiser le marché financier national, tout en assurant sa stabilité et sa fiabilité», le ministre des Finances a appelé les acteurs du marché à «travailler en collaboration pour assurer le succès de cette campagne et pour créer un environnement où la connaissance et l'efficacité financière sont encouragées».



## **Parachever la numérisation du domaine national avant fin septembre**

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a insisté mercredi sur la nécessité de parachever le programme de numérisation de l'administration du Domaine national avant fin septembre prochain, mettant en exergue l'importance de ce programme dans l'optimisation des opérations et l'amélioration de la qualité des services fournis en matière de foncier, indique un communiqué du ministère.

Le ministre effectuait une visite inopinée au siège de la Conservation foncière de Saïd Hamdine (Alger) dont relèvent les Conservations foncières de Bouzaréah, Chéraga et Bir Mourad Raïs. La visite du ministre intervient dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du programme de numérisation de l'administration du Domaine national, et vise à s'enquérir des conditions de travail des fonctionnaires et d'accueil des citoyens.

Cette visite inopinée, souligne le communiqué, traduit «l'attachement à renforcer les valeurs de transparence et de compétence devant prévaloir parmi le personnel de l'administration du Domaine national, et confirme l'engagement du gouvernement à réaliser la transition numérique dans tous les secteurs».

Constatant la mise en œuvre du programme de numérisation, M. Faïd a insisté sur l'évaluation du fonctionnement des systèmes et des techniques utilisés dans la digitalisation.

Il s'est également enquis des mesures adoptées et des défis auxquels fait face l'opération de la transition numérique, selon la même source.

A cette occasion, le ministre a mis en avant «l'importance d'accélérer et de parachever le programme de numérisation de l'administration du Domaine national avant la fin de septembre prochain, au plus tard».

A cette occasion, M. Faïd a mis en relief l'importance d'améliorer la qualité des services fournis aux citoyens, affirmant que la priorité du gouvernement est «de répondre aux besoins et attentes des citoyens».



### **Marché financier: Les axes de la mise en oeuvre de la réformes définis**

Le ministre des Finances Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, une réunion de travail consacrée à l'examen de l'Etat de mise en oeuvre de la réforme du marché financier national, a indiqué le ministère dans un communiqué.

La réunion a permis de passer en revue les principales actions susceptibles de redynamiser le marché financier dans le cadre d'une approche graduelle tenant compte du contexte et de l'environnement de l'économie nationale.

A l'occasion, le ministre a insisté sur l'importance de mettre en place des mécanismes « transparents et efficaces », à même de promouvoir une croissance « saine et durable » et garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du marché et de les faire adhérer à ce processus.

## **Promouvoir l'éducation financière**

A l'occasion, Faïd a, également, invité les parties prenantes à lancer une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'éducation financière parmi les investisseurs et le grand public sur les fondements du marché financier.

La campagne vise, dit-il, à fournir des informations pertinentes et accessibles afin d'aider les investisseurs et tous les intervenants dans le marché financier à mieux comprendre les différents aspects du marché financier et à prendre des décisions éclairées ainsi qu'à créer un environnement où la connaissance et l'efficacité financière sont encouragées.

## **Développer les marchés de capitaux et de la bourse**

Parmi les principaux points retenus lors de cette réunion, le ministère a cité également la mise en place d'un plan stratégique portant sur le développement des marchés de capitaux et de la Bourse et le renforcement de l'attractivité de la place financière d'Alger via des initiatives participatives ambitieuses regroupant plusieurs acteurs.

Il a été également recommandé de mettre à jour les textes réglementaires tout en les adaptant à la dynamique actuelle que connaît l'économie nationale, et surtout d'augmenter le nombre de sociétés cotées en Bourse en concertation avec les organisations professionnelles et patronales concernées, ainsi que de promouvoir l'inclusion financière comme vecteur de développement financier.

Tout en se disant « optimiste » quant aux perspectives qui ont émergé de cette réunion, le ministre a exprimé sa « détermination » à redynamiser le marché financier national tout en assurant sa stabilité et sa fiabilité.



## **La réforme du marché financier national objet d'une réunion présidée par Faïd**

Le ministre des Finances Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, une réunion de travail consacrée à l'examen de l'Etat de mise en oeuvre du programme de réforme du marché financier national, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette réunion tenue, au siège du ministère des Finances, a regroupé le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) ainsi que les représentants de la Direction générale du trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, précise la même source.

La réunion a permis de passer en revue les principales actions susceptibles de redynamiser le marché financier dans le cadre d'une approche graduelle tenant compte du contexte et de l'environnement de l'économie nationale, étant donné que la confiance et la stabilité sont les piliers fondamentaux de tout marché financier.

Au cours de cette réunion, des échanges constructifs ont eu lieu concernant les mécanismes et les outils nécessaires pour accompagner cette réforme « majeure », selon le communiqué.

A ce titre, le ministre a souligné l'importance de mettre en place des mécanismes « transparents et efficaces » pour garantir la confiance des investisseurs et des acteurs du marché et de les faire adhérer à ce processus.

Il a précisé que la mise en oeuvre de ces mécanismes permettra de renforcer la gouvernance, à réduire les risques et à promouvoir une croissance « saine et durable » du marché.

M. Faid a, également, invité l'ensemble des parties prenantes à lancer une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'éducation financière parmi les investisseurs et le grand public sur les fondements du marché financier.

Cette campagne vise aussi à fournir des informations pertinentes et accessibles afin d'aider les investisseurs et tous les intervenants dans le marché financier à mieux comprendre les différents aspects du marché financier et à prendre des décisions éclairées.

Par ailleurs, le ministre a appelé tous les acteurs du marché à travailler en collaboration pour assurer le succès de cette campagne et pour créer un environnement où la connaissance et l'efficacité financière sont encouragées.



## **Exportations hors hydrocarbures**

### **Ce que vous ignorez sur les zones de libre-échange.**

À peine installé par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, le Conseil national consultatif de promotion des exportations a vu sa composition et son fonctionnement définis par un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n° 50. À la faveur de cette publication in le JO, il apparaît que les zones de libre-échange sont particulièrement valorisées.

Le Conseil a pour mission l'examen de toutes les mesures incitatives susceptibles de soutenir les exportateurs ou toute opération de valorisation des produits locaux, la proposition de toutes mesures visant l'amélioration des activités dans les zones franches et les mesures susceptibles de lever les obstacles qui entravent l'opération d'exportation, est-il indiqué.

Le Conseil a, en outre, pour missions de contribuer à définir les objectifs et la stratégie

de développement des exportations, de procéder à l'évaluation des programmes et actions de promotion des exportations, et de proposer toute mesure de nature institutionnelle, législative ou réglementaire pour faciliter l'expansion des exportations hors hydrocarbures. Surtout que l'objectif tracé par les plus hautes autorités de l'État pour cette année, à savoir 13 mds USD d'exportations hors hydrocarbures, est «sur le point d'être atteint».

Le Conseil est également chargé, au titre de ces missions, de l'évaluation de la mise en oeuvre de la stratégie nationale des exportations hors hydrocarbures, la proposition de toute mesure susceptible de faciliter l'opération d'exportation et l'accès des produits algériens aux marchés extérieurs et la formulation de toutes propositions susceptibles de renforcer la compétitivité des produits et services algériens sur les marchés extérieurs.

Signé par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, ce décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n 04-173 du 12 juin 2004 portant compositions et fonctionnement du Conseil national consultatif de promotion des exportations, est-il précisé en préambule.

Le Conseil national consultatif de promotion des exportations, est présidé par le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, et composé de 12 ministres, du représentant de la Banque d'Algérie, le directeur général des Douanes, le président de l'Abef, les présidents des chambres Caci, CNA, Cnam, Capa, ainsi que les présidents d'associations et des organisations patronales en lien avec les exportations. Selon le même texte, il est créé auprès du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations une plate-forme numérique répertoriée, par secteurs intervenants dans l'opération d'exportation, dédiée à la réception et au traitement des doléances des exportateurs.

Cette plate-forme numérique constitue un « outil d'aide au Conseil pour le suivi de la levée des obstacles aux opérations d'exportation et pour la prise des mesures nécessaires permettant leur facilitation », explique-t-on de même source.

Le Conseil soumet au président de la République un rapport annuel sur ses activités ainsi que sur l'évaluation de l'application des mesures proposées, d'après le décret. L'acte d'exporter bénéficie finalement d'un outil d'accompagnement de taille, le Conseil national consultatif de promotion des exportations.

## **Développement des marchés de capitaux et de la Bourse**

Parmi les principaux points retenus lors de cette réunion, le ministère a cité dans son communiqué la mise en place d'un plan stratégique portant sur le développement des marchés de capitaux et de la Bourse, le renforcement de l'attractivité de la place financière d'Alger via des initiatives participatives ambitieuses regroupant plusieurs acteurs, le lancement d'une vaste campagne d'information continue visant la promotion de l'éducation financière.

Il a été aussi recommandé de mettre à jour les textes réglementaires tout en les adaptant à la dynamique actuelle que connaît l'économie nationale, d'augmenter le nombre de sociétés cotées en Bourse en concertation avec les organisations

professionnelles et patronales concernées, et de promouvoir l'inclusion financière comme vecteur de développement financier.

Suite à ces discussions « productives », le ministre s'est dit « optimiste » quant aux perspectives qui ont émergé de cette réunion, tout en soulignant l'importance de l'engagement continu de toutes les parties prenantes pour mettre en oeuvre cette réforme de manière efficace et efficiente, et en respectant les principes de transparence, d'intégrité et de confiance.

En conclusion, M. Faid a exprimé sa « détermination » à redynamiser le marché financier national tout en assurant sa stabilité et sa fiabilité.

« Cette réunion de travail a marqué une étape importante vers la réalisation de cet objectif, en définissant le cap et en mettant en avant la nécessité d'une réforme réfléchie et la promotion de l'éducation financière », souligne encore le ministère.



## **Les ventes vers l'Algérie ont chuté de 816 millions d'euros: Sanchez joue, l'Espagne perd gros**

«Semestre noir pour les entreprises espagnoles» qui ont vu leurs «ventes à l'Algérie chuter de 816 millions d'euros», lors des six premiers mois de l'année, et ce, «en raison du virage de Sanchez sur la question du Sahara occidental», affirme un article économique du quotidien espagnol «OK Diario» publié vendredi dernier.

«Semestre noir pour les entreprises espagnoles exportant vers l'Algérie, qui a imposé un veto commercial à l'Espagne après la décision de Pedro Sánchez, Premier ministre par intérim, de changer la position traditionnelle du pays sur le Sahara occidental et de s'aligner sur les thèses du Maroc», selon l'article. «Sur les six premiers mois de l'année, les ventes à l'Algérie ont chuté de 816 millions d'euros alors que les exportations vers le Maroc n'ont augmenté que de 324 millions», produisant ainsi un «solde négatif pour l'Espagne et ses entreprises exportatrices de fer, d'acier, de carton et d'automobile», ajoute la même source citant des données statistiques de «Icex».

Avec plus de détails, «OK Diario» précise que durant la période considérée, «les ventes vers l'Algérie se sont limitées à 95,4 millions, soit à peine 15 millions par mois, contre 911 millions au premier semestre 2022. C'est 90% de moins et de nombreux emplois sont en jeu».

Le journal électronique considère, par ailleurs, que si «les relations commerciales avec le Maroc se sont améliorées», elles «n'ont pas pu couvrir les pertes subies en Algérie». En effet, ajoute la même source, «de janvier à juin, les entreprises espagnoles ont vendu 6.291 millions d'euros au Maroc, soit 5% de plus que les 5.967 millions de 2022, ce qui correspond à 324 millions de plus». La publication note que durant cette année (juin 2022 à juin 2023), «les exportations espagnoles vers l'Algérie ont été réduites de 1.640 million d'euros au total».

Elle rappelle qu'en juin dernier, «exactement un an s'est écoulé depuis que le gouvernement algérien a décidé de rompre le traité d'amitié avec l'Espagne en raison de la tournure (du gouvernement Sanchez, ndlr) sur le Sahara et d'opposer son veto à toutes sortes de commerce avec l'Espagne, à l'exception du gaz, qui continue d'atteindre Almería via le gazoduc Medgaz», (...) «quoique dans une moindre mesure en raison de la fermeture de l'autre gazoduc (GME, Gazoduc Maghreb-Europe, ndlr).

«OK Diario» considère que le bilan de la décision de Sánchez «est négatif pour une partie des entreprises espagnoles, qui ont vu le marché algérien fermé», rappelant que le Premier ministre par intérim «a passé quelques jours en vacances privées cet été au Maroc».



### **Complexe sidérurgique de Bellara: Feu vert pour l'exportation vers l'Europe de l'Est**

La Société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara (Jijel) a obtenu, auprès de l'Entreprise polonaise Zetom (essais, analyses techniques et certifications), un certificat de conformité du fer à béton qu'elle produit, lui permettant de «pénétrer les marchés d'Europe de l'Est», a indiqué, hier samedi, la direction de l'information d'AQS.

La même source a ajouté qu'après achèvement des différents tests et analyses du produit et de son process de fabrication, le fer à béton de la société AQS a été déclaré «conforme aux normes de qualité en vigueur en Pologne, d'où l'obtention de ce certificat qui lui permet d'aller à la conquête des marchés d'Europe de l'Est».

L'obtention de ce certificat par la société AQS auprès de l'entreprise Zetom, qualifie la société algéro-qatarie pour la commercialisation de fers à béton de différents diamètres en Pologne, «ce pays constituant le premier marché de la société en Europe de l'Est et la première étape importante en vue de l'entrée du produit de Bellara sur les marchés de cette région du monde».

La direction de l'information d'AQS a également souligné que le certificat délivré par Zetom est une «étape très importante dans le renforcement de la position des produits d'AQS puisqu'il lui fait pénétrer de nouveau les marchés mondiaux avec une capacité concurrentielle qui lui conférera un capital confiance de la part des partenaires de la société sur divers marchés, qu'ils soient régionaux ou internationaux».

Cette étape cruciale «s'inscrit en droite ligne de la concrétisation du programme stratégique de l'Etat algérien visant à promouvoir les exportations dans divers secteurs en dehors des hydrocarbures, en particulier dans le secteur de la sidérurgie», a encore souligné la même source.

Celle-ci a considéré, dans ce contexte, que le certificat de conformité en matière de qualité, pour la commercialisation des produits d'AQS, en Pologne, représente «un

acquis qui traduit l'excellence et la compétence technique de la société algéro-qatarie, dans la production de fer à béton».

C'est également «la preuve de l'engagement de la société à fournir les meilleurs produits et les meilleurs services conformément aux normes internationales les plus sévères», a ajouté la même source.

Pour rappel, la société AQS de Bellara avait obtenu, en février dernier, le certificat de conformité des produits ferreux et fils de fer auprès de l'organisme britannique d'homologation des produits sidérurgiques dans le monde, ouvrant, ainsi, à la société de nouveaux marchés internationaux comme l'illustrent des exportations vers l'Angleterre, l'Australie, Singapour, l'Irlande et d'autres pays.



## **LES CHINOIS PRETS À LANCER LES PROJETS D'INVESTISSEMENT STRATÉGIQUES PRÉVUS EN ALGÉRIE : Alger et Pékin abordent les choses sérieuses**

L'excellente relation bilatérale historique et stratégique entre l'Algérie et la Chine n'est plus à démontrer, notamment depuis la visite en Chine du président Abdelmadjid Tebboune, laquelle a mis en évidence la multitude d'intérêts communs, dont la coopération économique et financière.

Lors d'une rencontre jeudi entre le ministre des Finances, Laâziz Faïd, et l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian, les moyens à renforcer ce partenariat bilatéral, par la promotion des investissements, le renforcement du commerce bilatéral, ainsi que la collaboration dans les secteurs des infrastructures et du développement. Parmi les projets en cours évoqués, au titre du financement des grands projets économiques stratégiques, celui de l'exploitation du minerai de fer de Gara-Djebilet. Une entrevue durant laquelle le voyage de Tebboune en Chine a été mise en évidence, où le chef d'État avait défendu l'attractivité du marché national auprès des entreprises chinoises, et la pertinence de la stratégie algérienne dans sa relance économique. L'occasion pour Laâziz Faïd de « saluer la contribution des entreprises chinoises dans le développement de l'économie algérienne», et d'exprimer le « souhait d'une implication plus affirmée de ces entreprises dans le marché algérien, notamment, à travers l'investissement ». Pour sa part, le diplomate chinois a exprimé « sa satisfaction quant à la qualité des relations entre les deux pays », tout en « réitérant l'engagement continu de son pays à fructifier davantage la coopération algéro-chinoise, y compris dans les domaines bancaires, des infrastructures et de la numérisation ».

La « China Civil Engineering Construction Corporation Ltd » débarque en Algérie. En parallèle des négociations entre le ministre algérien et l'ambassadeur de Chine, des pourparlers ont été menés jeudi par le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, avec le vice-président de

l'entreprise chinoise « China Civil Engineering Construction Corporation Ltd » (CCECC), Wang Jinsong, afin pour discuter des perspectives de l'activité de l'entreprise en Algérie. Une démarche qui s'inscrit dans le cadre de la démarche visant à concrétiser les recommandations du Forum d'affaires algéro-chinois, tenu en marge de la visite d'Etat effectuée par le président de la République en Chine, fin juillet dernier. Une rencontre qui a permis de passer en revue la contribution de l'entreprise et les projets d'équipements publics qu'elle a réalisés ces dernières années. L'occasion également d'examiner et de discuter des perspectives de l'activité de l'entreprise en Algérie, à travers ses projets d'investissements. Rappelons dans ce contexte qu'au mois de juillet dernier, l'Algérie a signé des accords avec la CCECC Corporation Limited pour mettre en place d'ici début 2024 une unité locale de production de wagons de train, à Oran ou dans le sud du pays. Un projet dont la capacité de production annuelle sera de 2 000 wagons, et avec un taux d'intégration allant de 25 à 35%.



## وزير المالية: استكمال رقمنة إدارة الأملاك الوطنية قبل نهاية سبتمبر

أكد وزير المالية لعزیز فايد، على ضرورة استكمال برنامج رقمنة إدارة الأملاك الوطنية قبل نهاية سبتمبر المقبل، مشيراً إلى أهمية هذا البرنامج في الرفع من فعالية العمليات وتحسين نوعية الخدمات في مجال العقار.

وجاء ذلك خلال زيارة، قام بها فايد لمركز الحفظ العقاري لسعيد حمدين بولاية الجزائر، الذي يضم المحافظات العقارية لبوزريعة وشراكة وبئر مراد رايس، وذلك بهدف متابعة مدى تقدم برنامج رقمنة إدارة الأملاك الوطنية ومعاينة ظروف عمل المستخدمين واستقبال المواطنين.

وأوضح البيان أن هذه الزيارة الفجائية تترجم "الحرص على تعزيز قيم الشفافية والكفاءة التي يجب أن تسود بين مستخدمي إدارة الأملاك الوطنية، وتأكيد التزام الحكومة بتحقيق التحول الرقمي في كل القطاعات".

وخلال الزيارة، قام فايد بجولة تفقدية لمعاينة سير تنفيذ برنامج الرقمنة، حيث تم التركيز على تقييم مدى جاهزية الأنظمة والتقنيات المستخدمة للرقمنة.

كما كانت فرصة للاطلاع على الإجراءات المتبعة والتحديات التي تواجهها عملية التحول الرقمي، يضيف ذات المصدر.

وبالمناسبة، أكد الوزير على "أهمية تسريع واستكمال برنامج رقمنة إدارة الأملاك الوطنية قبل نهاية شهر سبتمبر المقبل كأقصى حد".

وقدم الوزير بالمناسبة توجيهات وتعليمات “واضحة” للفرق المعنية بتنفيذ البرنامج، حيث شدد على “ضرورة التنسيق المثالي وتخطيط العمليات وتضافر الجهود لضمان تحقيق أهداف الرقمنة بكفاءة”، وفقا لذات البيان.

وبالموازاة مع ذلك، ألقى الوزير الضوء على أهمية تحسين جودة الخدمات المقدمة للمواطنين، مؤكدا أنها “تلعب دورا حيويا في تحسين تجربة المواطنين في تعاملهم مع الإدارة وزيادة رضاهم.”

وشدد فايد على ضرورة أن “يشعر المواطنون بأن احتياجاتهم واهتماماتهم تؤخذ بعين الاعتبار وتعد من بين أولويات الحكومة.”

بالإضافة إلى ذلك، ذكر الوزير بوجود برنامج مخصص لتطوير المديرية العامة للأموال الوطنية، يهدف إلى تزويد هذه المديرية بالتجهيزات الإلكترونية اللازمة لتسهيل عملية الرقمنة، مما سيساهم في تحسين كفاءة العمليات الإدارية وتحسين نوعية الخدمات المقدمة.

من جهة أخرى، أكد الوزير على أهمية تحسين ظروف العمل للعاملين والموظفين في هذه الإدارة، من خلال “توفير بيئة عمل ملائمة ومريحة تسمح بتعزيز الإنتاجية ورفع مستوى الأداء الوظيفي، هذا بدوره سيساهم في تعزيز فعالية تنفيذ برنامج الرقمنة وتحسين تجربة المواطنين.”

ويأتي هذا النشاط “في إطار جهود وزارة المالية الرامية لتحسين وتطوير إدارة الأملاك الوطنية وتحقيق تقدم ملحوظ في الرقمنة الإدارية.”

ومن المنتظر أن يساهم برنامج الرقمنة هذا في “تحسين فعالية العمليات وتسهيل الوصول إلى المعلومات والبيانات المتعلقة بالعقار والأملاك الوطنية وكذلك تحسين نوعية الخدمات التي تقدمها هذه الإدارة للمواطنين وذلك تجسيدا لتعليمات رئيس الجمهورية”، يضيف البيان.

**النشروني**  
إخبارية وطنية

## وزير المالية يرأس اجتماع عمل لمتابعة برنامج الإصلاح

### مخطط لإعادة تفعيل السوق المالية في الجزائر

كشف وزير المالية لعزیز فايد، الخميس بالعاصمة، عن مخطط لإعادة تفعيل السوق المالية الوطنية مع ضمان استقرارها وفعاليتها، فضلا عن وضع خطة استراتيجية تتمحور حول تطوير أسواق رؤوس الأموال والبورصة. وجاء في بيان لوزارة المالية، أنّ المخطط المذكور يقوم على تعزيز جاذبية سوق الجزائر المالية عبر مبادرات تشاركية طموحة تضم عديد الفاعلين، وإطلاق حملة إعلامية متواصلة واسعة تهدف إلى ترقية الرساميل ومنظومة البورصة. أتى ذلك لدى ترؤس فايد اجتماع عمل خصص لدراسة وضعية تجسيد برنامج إصلاح السوق المالية الوطنية، وضّم كلا من رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة وممثلي المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة.

وحسب بيان لمصالح فايد، تمّ التأكيد على تحيين النصوص القانونية مع تكييفها مع الديناميكية الحالية التي يعرفها الاقتصاد الوطني، ورفع عدد الشركات المسجلة في البورصة بالتشاور مع المنظمات المهنية وأرباب العمل المعنيين، وترقية الإدماج المالي كعنصر تطوير مالي. ونقلت وكالة الأنباء الجزائرية عن وزارة المالية أنّ الاجتماع أتاح استعراض أهم الأعمال الكفيلة بإعادة تفعيل السوق المالي في إطار مقاربة تدريجية تأخذ بعين الاعتبار ظرف ومناخ الاقتصاد الوطني بما أن الثقة والاستقرار من الدعائم الأساسية لأي سوق مالية. وشهد اللقاء إجراء محادثات بناءة لاسيما بخصوص الآليات والأدوات الضرورية لمرافقة هذا الإصلاح “الهام”، أين أكد الوزير على أهمية وضع آليات “شفافة وفعالة” لضمان ثقة المستثمرين والفاعلين في السوق بغية انخراطهم في هذا المسار، مشيرا إلى أنّ تجسيد هذه الآليات سيسمح بتعزيز الحكامة وتقليص الأخطار وترقية تنمية “سليمة ومستدامة” للسوق. ودعا فايد جميع الأطراف الفاعلة إلى إطلاق حملة تحسيسية تهدف إلى ترقية الثقافة المالية بين المستثمرين والجمهور الواسع حول أسس السوق المالية، وتوفير معلومات هامة ومتاحة من أجل مساعدة المستثمرين وجميع المتدخلين في السوق المالية على فهم مختلف جوانب السوق المالية واتخاذ قرارات متبصرة.

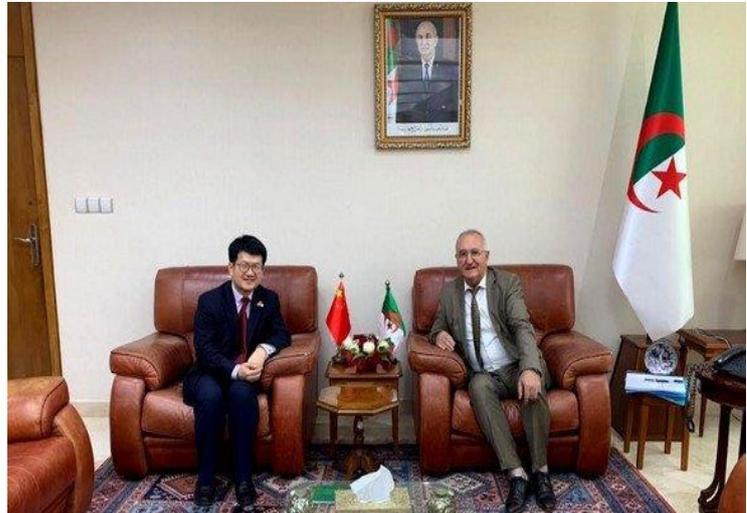
من جانب آخر، دعا الوزير جميع الفاعلين في السوق إلى التعاون من أجل ضمان نجاح هذه الحملة وتوفير مناخ يتم فيه تشجيع المعرفة والفعالية المالية. وعلى إثر هذه المحادثات “البناءة”، أعرب الوزير عن “تفاؤله” بخصوص الآفاق التي ارتسمت خلال هذا الاجتماع مع التأكيد على أهمية الالتزام المتواصل لجميع الأطراف الفاعلة من أجل تجسيد هذا الإصلاح بشكل فعال وناجع مع احترام مبادئ الشفافية والنزاهة والثقة. وخلص بيان الوزارة إلى أنّ “اجتماع العمل هذا شكّل مرحلة هامة نحو تحقيق هذا الهدف لاسيما عبر تحديد المسار والتأكيد على ضرورة إجراء إصلاح مدروس وترقية الثقافة المالية



## بحث سبل التعاون الاقتصادي والمالي بين الجزائر والصين

استقبل وزير المالية، لعزیز فايد، سفير جمهورية الصين الشعبية بالجزائر، لي جيان الذي تطرق معه إلى التعاون الاقتصادي والمالي الثنائي وسبل تعزيزه.

أفاد بيان للوزارة، ن اللقاء الذي جرى اليوم الخميس، كان فرصة “لاستعراض واقع العلاقات الاقتصادية والمالية الثنائية. وكذا السبل والوسائل الكفيلة بتعزيزها أكثر فأكثر.”



وأبرزت المحادثات، “العلاقات الثنائية التاريخية المميزة والشراكة الإستراتيجية القائمة بين البلدين.”

وتطرق الطرفان خلال هذا اللقاء إلى “مخرجات الزيارة التي أجراها رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون إلى الصين شهر جويلية الماضي. والتي أعرب خلالها رئيسا البلدين عن إرادتهما الراسخة في تعزيز العلاقات القوية بين الجزائر والصين وترقية التعاون الاقتصادي الثنائي.”

وأكد الجانبان خلال ذات اللقاء على عديد المجالات ذات الاهتمام المشترك، خاصة ترقية الاستثمارات وتعزيز التجارة البينية فضلا عن التعاون في قطاعي المنشآت والتنمية.

وتم التركيز بشكل خاص على تمويل المشاريع الاقتصادية الإستراتيجية الكبرى، على غرار استغلال منجم الحديد بغار جبيلات والفوسفات المدمج بشرق البلاد وميناء الوسط والسكك الحديدية.

وأضاف المصدر، أن فايد قد نوه بمساهمة المؤسسات الصينية في تطوير الاقتصاد الجزائري، معربا عن أمله في مشاركة “أكبر” لهذه الشركات في السوق الجزائرية، خاصة من خلال الاستثمار.

من جانبه، أعرب سفير الصين بالجزائر، عن “ارتياحه لجودة العلاقات القائمة بين البلدين، مجددا التزام بلاده المتواصل من أجل تنويع أكبر للتعاون الجزائري الصيني، خاصة في ميادين البنوك والمنشآت والرقمنة.”

وخلص بيان الوزارة في الأخير إلى التأكيد بان الجانبين اتفقا على مواصلة الحوار والمبادلات حول المسائل ذات الاهتمام المشترك بشكل يفضي إلى شراكة مربحة للطرفين.



## البنوك ترفع تحدي “الشمول المالي” وتقتحم الصيرفة الإسلامية

**إصلاحات مصرفية واسعة ومتواصلة لتعبئة مختلف الموارد المالية وضخها في تنمية وتطوير الاقتصاد الوطني، من أجل تلبية الطلب الوطني المسجل، في ظل إقبال فئة واسعة من الزبائن على الخدمات المالية الإسلامية.**

لذا تعكف المؤسسات المالية، في الوقت الحالي، بما فيها البنوك، على تنويع خدماتها بهدف استقطاب كتلة أكبر من الموارد المالية وتوسيع قوائم المدخرين، وتجنيدها من أجل توفير سيولة مالية معتبرة داخل السوق المالية الرسمية، على خلفية أن الادخار يعد أحد المصادر الأساسية لتمويل الاستثمارات وتنمية الاقتصاد، وحتى لا تبقى الثروة والمقدرات المالية جامدة وغير مستغلة. يأتي توسيع عدة بنوك للقروض الحلال في وقت تشهد المنظومة المالية إصلاحات واسعة، فلم تعد القروض تقتصر على السيارات والأجهزة الكهرومنزلية، بل تسري كذلك على شراء المساكن، وهذا من شأنه أن يخلق ديناميكية قوية في مجال إنجاز السكنات، وينتشر معه قطاع البناء الذي يعد من القطاعات الحيوية التي تبعث الحركية في الاقتصاد، ومما لا شك فيه أنه ومنذ صدور القانون النقدي والمصرفي الجديد بدأ التغيير من أجل توسيع شبائيك الخدمات المالية الإسلامية.

إذن، يمكن القول إنها البداية، أي تعميم القروض الحلال والتي يعول عليها في قيادة تمويلات الاقتصاد إلى ديناميكية قوية.

### **الخبير عبد الرحمن هادف: توسيع الخدمات المالية يرفع سقف الشمول المالي**

استعرض الخبير الاقتصادي، الدكتور عبد الرحمن هادف، رهانات توسيع نطاق الشروع في تنويع الخدمات البنكية والمصرفية عن طريق إدراج القروض الإسلامية، مما يعول عليه في تكريس سقف عال من الشمولية، وقال إنها خطوة مهمة نحو التغيير في أداء المنظومة المالية والمصرفية والتنويع في خدماتها، على ضوء ما يسجل من طلبات الزبائن، كما سلط الضوء على مزايا القانون النقدي والمصرفي الجديد الذي يتوقع أن يحقق التغيير الجذري بالمنظومة المالية. اعتبر الدكتور عبد الرحمن هادف، أن بداية توسع نطاق الخدمات المصرفية الإسلامية على مستوى البنوك، جاء على ضوء الخطوات الأخيرة التي أقرها القرض الشعبي الجزائري فيما يتعلق بتحويل القروض الكلاسيكية إلى التمويل بصيغة السكن الترقوي العمومي، مما أفضى إلى تحويلها إلى قروض ضمن طابع التمويلات الإسلامية، ولأن الإيجار أصبح من بين الخطوات التي نراها قائمة في الساحة المالية الجزائرية، وهي محاولة تنويع المنتجات المالية من خلال إدراج الصيرفة الإسلامية كأحد البدائل وأحد المنتجات المكتملة للمنظومة البنكية، وهذا يعتبر - في تقدير الخبير - خطوة مهمة في مجال الشمول المالي، ومن شأنه أن يساعد المنظومة المالية في الاستجابة لكل احتياجات الزبائن من مواطنين ومتعاملين اقتصاديين. تأطير قواعد الصيرفة الإسلامية رسمياً

### **القانون النقدي والمصرفي الجديد.. تغيير جذري للمنظومة المالية**

ووقف الخبير على الإصلاحات التشريعية التي قامت بها الجزائر مؤخرا في هذا المجال، خاصة على إثر إصدار قانون جديد يتعلق بالقانون المصرفي والنقدي الذي جاء بقواعد جديدة فيما يتعلق بالصيرفة الإسلامية، على خلفية أن القانون السابق كان يؤثر كثيرا على منتجات الصيرفة الإسلامية، غير أنه في الوقت الحالي، تم تأطير قواعد الصيرفة بصفة رسمية، وأصبح بالإمكان إنشاء واستحداث بنوك إسلامية منفصلة عن البنوك التقليدية، وفوق ذلك، من الممكن بروز بنوك جديدة تعمل بصيغة الصيرفة الإسلامية، وهذا من شأنه أن يلعب دورا كبيرا في تنشيط الساحة المالية، وفتح آفاق جديدة للاستجابة لاحتياجات المواطنين والمساهمة في تمويل الاقتصاد، في ظل ما وصفه الخبير بوجود كثير من المستثمرين وأصحاب الشركات الذين يفضلون هذا النوع من الصيرفة بحكم أنها تلبي احتياجاتهم من التمويلات عن طريق الصيغ المختلفة، مثل المرابحة والمشاركة وغيرها من الصكوك والأسهم، ويرى الخبير هادف في هذا المقام، أن الجزائر نجحت في قطع شوط معتبر في تنويع المؤسسات المالية والبنكية، أي من منتجات كلاسيكية إلى منتجات الصيرفة الإسلامية.

### **الاستعانة بالكفاءات الجزائرية**

ويعتقد الدكتور هادف أنه بات ضروريا الشروع في التفكير في إنشاء فروع لمختلف البنوك لكي تعمل في الصيرفة الإسلامية؛ لأنه من بين العراقيل التي كانت قائمة وتمنع من تطور الصيرفة الإسلامية، أن هناك من يرفض التعامل في الصيرفة الإسلامية على مستوى بنوك تعمل بالتمويلات التقليدية، ولكن في الوقت الحالي، اختلف الأمر وصار للصيرفة الإسلامية قواعد خاصة بها، ومن أهم هذه القواعد، ذكر الخبير اللجنة الخاصة بالفتاوى الشرعية.

أما النقطة الثانية من خصائص الصيرفة الإسلامية - يقول هادف - فهي تتعلق بكيفية تحرير العقود، لأن كل نشاط للصيرفة الإسلامية مبني على تحرير العقود، ولذا من الضروري أن تكون شراكات وتبادل الخبرات مع الدول التي لديها السبق في هذا النشاط، إضافة إلى الاستعانة بالكفاءات الجزائرية التي أصبحت تعتبر مرجعا للصيرفة الإسلامية، ويمكن أن تسند إليها مهمة تطوير هذا النوع من النشاط، وقد صار

من الضروري – يواصل هادف – استغلال هذه الكفاءات الموجودة في كبريات العواصم، في وقت تسجل القطاعات المالية بالدول الغربية تطورا كبيرا للصيرفة الإسلامية، بحكم أنه من بين أنشط الساحات المالية في مجال الصيرفة.

وقال هادف إن آفاق هذا النوع من الخدمات المالية بالجزائر واسعة، ومن شأنها أن تمكن من الرفع من الشمول، من خلال فتح الأرصدة البنكية للمواطنين والمتعاملين الاقتصاديين بصفة أكبر. وبخصوص أثر الانفتاح البنكي على تشجيع الادخار، أكد الخبير أن المرحلة الأولى تتمثل في الرفع من الشمول المالي الذي سيسمح بتوسيع نشاطات الادخار فالمفترض أن يكون الادخار أهم ممول للاقتصاد، وحتى تصبح الأموال المدخرة لدى البنوك مستعملة لفائدة تمويل الاقتصاد عن طريق الصيغ المختلفة أي من خلال القروض الكلاسيكية أو منتجات الصيرفة الإسلامية عن طريق المرابحة أو المشاركة أو عن طريق الصكوك والأسهم، وبالتالي، عندما يسجل نشاط يسمح من الرفع من الشمول المالي، فإن شريحة واسعة من المواطنين ستختار الإقبال على المسار المصرفي أو البنكي في تعاملاتها المالية، وهذا ما سيسمح بتوجيه واستقطاب الأموال الموجودة خارج المسار المصرفي أي تلك الأموال المكتنزة على مستوى البيوت أو المتداولة في السوق الموازية، لتدخل السوق وتستعمل بصيغ جديدة تتماشى واحتياجات الاقتصاد الوطني. ويتوقع الدكتور هادف، أن يسمح القانون النقدي والمصرفي الجديد بعصرنة المنظومة البنكية، كما سيساعد على إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية، وأما فيما يتعلق بعصرنة المنظومة المصرفية سيتحقق بإدماج التكنولوجيات الرقمية الحديثة في مجال التعاملات المالية.

يومية وطنية مسائية  
**المساء**

**شدد على ضمان ثقة المستثمرين والفاعلين لإنجاح مسار الإصلاح.. فايد :**  
**وضع آليات شفافة وفعالة لتفعيل السوق المالية**



خطة استراتيجية حول تطوير أسواق رؤوس الأموال والبورصة  
\* تعزيز جاذبية سوق الجزائر المالي عبر مبادرات تشاركية  
\* إطلاق حملة إعلامية متواصلة واسعة لترقية الثقافة المالية  
\* رفع عدد الشركات المسجلة في البورصة بالتشاور مع المنظمات المهنية

شدّد وزير المالية لعزیز فايد على أهمية وضع آليات شفافة وفعالة لضمان ثقة في السوق بغية انخراطهم في مسار إصلاح وتفعيل السوق المالي في إطار مقارنة تدريجية تأخذ بعين الاعتبار ظرف ومناخ الاقتصاد الوطني.

ترأس السيد لعزیز فايد، أول أمس، اجتماع عمل خصص لدراسة وضعية تجسيد برنامج إصلاح السوق المالي الوطني، حسبما أفاد به بيان للوزارة، أشار إلى أن الاجتماع الذي جرى بمقر وزارة المالية، ضم كلا من رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة وممثلي المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة.

وسمح هذا الاجتماع باستعراض أهم الأعمال الكفيلة بإعادة تفعيل السوق المالية في إطار مقارنة تدريجية تأخذ بعين الاعتبار ظرف ومناخ الاقتصاد الوطني، بما أن الثقة والاستقرار من الدعائم الأساسية لأي سوق مالي.

وتم خلال اللقاء إجراء محادثات بناءة، لاسيما بخصوص الآليات والأدوات الضرورية لمرافقة هذا الإصلاح الهام، حيث أكد الوزير في هذا الصدد، على أهمية وضع آليات "شفافة وفعالة" لضمان ثقة المستثمرين والفاعلين في السوق بغية انخراطهم في هذا المسار. كما أشار إلى أن تجسيد هذه الآليات سيسمح بتعزيز الحكامة وتقليص الأخطار وترقية تنمية سليمة ومستدامة للسوق.

ودعا الوزير جميع الأطراف الفاعلة إلى إطلاق حملة تحسيسية تهدف إلى ترقية الثقافة المالية بين المستثمرين والجمهور الواسع حول أسس السوق المالي. كما ترمي هذه الحملة إلى توفير معلومات هامة ومتاحة من أجل مساعدة المستثمرين وجميع المتدخلين في السوق المالي، على فهم مختلف جوانب السوق المالية واتخاذ قرارات متبصرة.

كما دعا الوزير من جانب آخر جميع الفاعلين في السوق إلى التعاون من أجل ضمان نجاح هذه الحملة وتوفير مناخ يتم فيه تشجيع المعرفة والفعالية المالية.

ومن بين أهم النقاط المسجلة خلال هذا الاجتماع، أشارت الوزارة في بيانها إلى وضع خطة استراتيجية تتمحور حول تطوير أسواق رؤوس الأموال والبورصة، وتعزيز جاذبية سوق الجزائر المالي عبر مبادرات تشاركية طموحة تضم عديد الفاعلين، وإطلاق حملة إعلامية متواصلة واسعة تهدف إلى ترقية الثقافة المالية.

كما تم التأكيد على تحيين النصوص القانونية مع تكييفها مع الديناميكية الحالية التي يعرفها الاقتصاد الوطني، ورفع عدد الشركات المسجلة في البورصة بالتشاور مع المنظمات المهنية وأرباب العمل المعنيين، وترقية الإدماج المالي كعنصر تطوير مالي.

وعلى إثر هذه المحادثات البناءة، أعرب الوزير عن تفاؤله بخصوص الأفاق التي ارتسمت خلال هذا الاجتماع، مع التأكيد على أهمية الالتزام المتواصل لجميع الأطراف الفاعلة من أجل تجسيد هذا الإصلاح بشكل فعال وناجح مع احترام مبادئ الشفافية والنزاهة والثقة.

وأعرب فايد عن عزمه على إعادة تفعيل السوق المالية الوطني مع ضمان استقراره وفعاليتها، وفقا للبيان الذي خلص إلى أن "اجتماع العمل هذا شكل مرحلة هامة نحو تحقيق هذا الهدف، لاسيما عبر تحديد المسار والتأكيد على ضرورة إجراء إصلاح مدروس وترقية الثقافة المالية".



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger